

Burundi : l'opposition pour une enquête internationale sur la distribution d'armes

@rib News, 13/04/2014 - Source XinhuaLe parti Conseil National de Défense de la Démocratie (CNDD, opposition) s'est déclaré samedi pour la constitution d'une Commission Internationale Indépendante d'Enquête sur les allégations portées par le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) en rapport avec une éventuelle distribution d'armes par le pouvoir de Bujumbura aux jeunes affiliés au parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Pour le CNDD, dont le leader Léonard Nyangoma est en exil, une telle enquête « va dans l'intérêt du Gouvernement du Burundi », a déclaré François Bizimana (porte-parole).

« Si l'issue de l'enquête, on trouve que c'étaient des allégations infondées, c'est le Gouvernement qui en sortirait vigoureux, et si à la fin de l'enquête, on trouve que les faits allégués avaient un fondement, encore une fois c'est le Gouvernement qui en sortirait revigoré puisqu'il sera parvenu avec ses partenaires internationaux à identifier les auteurs de trouble et pourra prendre les mesures appropriées pour les châtier », a déclaré François Bizimana, porte-parole du parti CNDD. Il a fait cette intervention après que le Gouvernement eut annoncé vendredi son opposition à la mise sur pied d'une commission internationale indépendante pour enquêter sur ces allégations sur la distribution des armes à la jeunesse affiliée au parti au pouvoir. Le Gouvernement a indiqué par le biais du ministre de la Sécurité Publique, Gabriel Nizigama, que les services des corps de défense et de sécurité du Burundi « sont suffisamment outillés techniquement qu'on n'est pas à l'heure de solliciter un quelconque appui pour enquêter sur ces informations par ailleurs fausses ». Pour le porte-parole du parti CNDD, cela ne suffit pas car, explique François Bizimana, « on ne peut pas démentir avant d'organiser une enquête indépendante qui mettrait en exergue les faits sur lesquels on doit se baser pour infirmer ou confirmer ce qui a été produit par le BNUB ». Le président de la République, Pierre Nkurunziza et le CNDD-FDD ont tous démenti les informations concernant la distribution des armes aux jeunes partisans.